

La Commune de Paris rejoue les grandes expériences révolutionnaires de 1789, 1793, 1848

Alors que la célèbre insurrection parisienne va bientôt fêter ses 150 ans, **Quentin Deluermoz**, maître de conférences en histoire contemporaine à l'université Paris-XIII et auteur du livre "Commune(s) 1870-1871. Une traversée des mondes au XIXe siècle", revient avec nous sur ces soixante-douze jours d'exception.

PROPOS RECUEILLIS PAR MARION ROUSSET

Marianne: De Nuit debout aux « gilets jaunes », en passant par les zones à défendre (ZAD), la Commune ne cesse de resurgir dans le présent. Cette référence vous interpelle-t-elle, en tant qu'historien?

Quentin Deluermoz: La Commune était un objet refroidi quand j'ai commencé à travailler sur ce livre, il y a dix ans. Elle avait trouvé sa place dans le grand récit républicain français. On avait l'impression que sa charge transgressive avait disparu avec l'effondrement des idéologies communistes du XXe siècle. Puis l'objet s'est réchauffé. Depuis cinq ou six ans, des références à la Commune ont surgi de manière répétée. En 2016, les participants de Nuit debout ont rebaptisé la place de la République «place de la Commune de Paris ». Puis, en 2018, lors des contestations étudiantes, une «commune libre de Tolbiac» a fleuri à l'université Paris-I. En 2019, un millier de «gilets jaunes» se sont rendus à Montmartre en hommage à la Commune de Paris. Et dans les ZAD, l'historienne Kristin Ross a été invitée plusieurs fois pour parler du «luxé communal», idée qui veut que l'art soit à la disposition de tous et que chacun puisse y contribuer. Mais les premières occurrences, on les trouve plutôt à l'étranger, comme au Mexique, en 2006, où la répression d'une grève d'instituteurs a réveillé la mémoire de cet événement. Les mouvements Occupy sont, eux aussi, très marqués par cette référence. Occupy Oakland s'est appelé «Oakland Commune», tandis qu'une de ses porte-parole empruntait le nom de Louise Michel.

Quelles sont les significations conférées à l'événement?

Pour beaucoup, c'est un souvenir flottant dont le sens évanescent se mêle à l'idée du «commun», à la «communauté», à l'action municipale ou à l'exigence de justice. Doté d'une coloration très positive, il renvoie tantôt à la lutte sociale, tantôt à la volonté de se réapproprier le pouvoir par en bas. Évoquer la Commune apporte en fait un surcroît de sens à sa propre lutte. Ce n'est pas un hasard si *Nuit debout* y retrouvera le principe d'une libération de la parole, alors que les « gilets jaunes » convoqueront peut-être davantage la dimension de révolte populaire et sociale. C'est que l'événement lui-même se prête à une multiplicité d'interprétations, tout en étant capable de traverser les temps. Ce mystère m'a interrogé. On n'est pas dans une logique mémorielle mais face à un passé qui, manifestement, est encore vif dans le présent. Comment se fait-il qu'un événement historique puisse disparaître et revenir?

Cette question se pose a fortiori pour la Commune, dont la courte durée et la faiblesse des réalisations ont poussé nombre d'observateurs à en affaiblir la portée...

Dans un premier temps, la lecture marxiste l'a emporté, laquelle a eu tendance à faire de la Commune un événement majeur, une courroie de transmission entre les révolutions du XIXe siècle et celles du XXe, plus structurées idéologiquement et politiquement. En elle, il y aurait eu les prémices de ces révolutions dites modernes. Tout autre est la lecture républicaine, portée par un historien comme François Furet, pour qui la Commune est un événement de moindre importance en regard de l'installation de la République. Quand l'historiographie marxiste s'est affaïssée, à partir de 1989 — moment qui correspond aussi à l'effacement des « grands récits » — il n'est plus resté que cette dernière interprétation, qui s'est elle-même fossilisée. Dans les années 2000 s'enracine l'idée qu'on a peut-être surestimé ce soulèvement. Cela tient également à la manière de le regarder: pendant longtemps, les révolutions ont été analysées en fonction de leur issue, ce qui faisait de la Commune un événement décevant. Outre qu'elle n'aura duré que soixante-douze jours, ses mesures et projets n'ont été que peu appliqués.

Qu'est-ce qui vous fait dire alors que « la Commune est à la fois peu de chose et un moment si puissant »?

Les révolutions ouvrent un autre rapport au temps et se placent dans les promesses inaccomplies des insurrections précédentes.

Ce passé leur confère une capacité de projection dans un avenir autre. Ainsi, la Commune de Paris rejoue les grandes expériences révolutionnaires de 1789, 1793 et 1848. Les acteurs remontent eux-mêmes jusqu'aux communes médiévales! Cette profondeur historique explique en partie la force symbolique de l'événement. Mais sa puissance tient aussi au fait que celui-ci est dès le début transnational. Pour une raison simple: Paris est la deuxième puissance impériale mondiale, c'est la deuxième place bancaire au monde et un espace qui jouit d'un imaginaire social très puissant, au moins dans la zone transatlantique. Qu'une nouvelle révolution ait lieu dans la capitale des révolutions ne pouvait qu'avoir une incidence forte. Je pense même que, si la Commune rejaillit aujourd'hui à l'étranger, c'est parce que, dès 1871, ce n'est déjà plus un événement français. Il va prendre d'autres formes et alimenter des réflexions multiples, modérées ou radicales. Outre les célèbres relectures marxistes et anarchistes, aux États-Unis on assiste à des appropriations féministes, et, en Amérique latine, c'est le mouvement associationniste, important du côté des artisans et des ouvriers qualifiés, qui s'en empare.

En France, l'événement a-t-il été si improductif qu'on le dit?

Ce n'est pas parce qu'elle n'a pas produit de changements massifs que cette insurrection n'a pas donné lieu à des transformations significatives à l'échelle de certains quartiers. D'abord, la ville a connu un gouvernement municipal révolutionnaire. Les projets, ensuite, ne sont pas sans signification. Enfin, localement, elle a pu modifier les relations sociales, économiques et culturelles. On a vu se mettre en place des ébauches d'une nouvelle organisation du travail: dans les mairies, c'en fut fini des « listes de marchandage », qui mettaient en concurrence les

ouvriers, ce qui a permis de garantir à ces derniers l'accès à un plus juste salaire. Sur le plan politique, le mandat impératif fut mis en œuvre : si la personne élue ne répondait pas aux attentes, elle devait abandonner son mandat. Enfin, dans certaines administrations, les revenus les plus élevés ont été abaissés et ceux des employés pauvres augmentés. Les situations de terrain sont contradictoires mais, prises ensemble, ces utopies concrètes font sens, dans un modèle de République «démocratique et sociale». C'est l'idée qu'on ne peut changer l'espace politique sans transformer les rapports économiques et sociaux. Les insurgés appellent ça la «démocratie vraie ».